

Décembre 2013 : Manifestation à Brest le samedi 7 décembre 2013 contre les Grands Projets Inutiles Imposés locaux et nationaux (GPII), dont le projet de la centrale à gaz de Landivisiau.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la Journée Mondiale du Climat

Départ Place de la Liberté à 11 heures.

Elle sera suivie d'un rassemblement (stands, cabane, pique-nique...) en bas de la Place de la Liberté à partir de 12 heures.

Janvier 2014 : assemblée générale annuelle de l'association le vendredi 24 janvier 2014 à 20 H 30.

SUR NOTRE SITE INTERNET

Vous pourrez suivre toute l'actualité à l'adresse suivante : www.nonalacentrale-landivisiau.fr

nous rejoindre ou renouveler sa cotisation

Vous étiez adhérent en 2012, avez-vous pensé à renouveler votre cotisation Pour l'année 2013. Il est encore temps !

La bataille s'est engagée désormais sur le plan juridique, et même une cotisation, est une aide précieuse pour notre combat contre ce projet inutile

Prénom :

Adresse :

Nom :

Commune :

Téléphone :

Code postal :

Mail :

Nombre de personnes du foyer :

Merci de joindre votre règlement de 10 € (espèces ou chèque libellé à l'ordre de « Landivisiau doit dire non à la centrale ») et de renvoyer l'ensemble à l'adresse suivante : Landivisiau doit dire non à la centrale – 4 impasse des écoreuils – 29400 Landivisiau



Pages 2 et 3: GASPARE répond à GESPER

Page 4 : l'agenda et le bulletin d'adhésion à l'association

édito

N° 5 – édité le 24 novembre 2013

Le projet de centrale à gaz sur l'air de « Tout va très bien Madame la Marquise »

Tout était prêt il y a quelques semaines pour qu'une enquête publique ait lieu cet automne. Puis dans la foulée, les travaux et la livraison de cette fameuse usine à gaz prête à réchauffer l'atmosphère dès le 1^{er} octobre 2016. Partout, entendait-on, la concertation n'avait jamais été aussi exemplaire.

Mais aujourd'hui Madame la Marquise ?... Force est de constater qu'après un recours juridique contre l'arrêté du ministre, qu'après des manifestations qui ont réuni plusieurs milliers de personnes, qu'après la conférence du Pr BELPOMME, cancérologue renommé, suivie par près de 500 personnes, après une saisine auprès de l'Agence Régionale de Santé, un courrier au procureur de la république concernant les tentatives de manipulation des élus de la CCPL par le promoteur du projet ... les choses évoluent.

Mais que se passe-t-il s'exclame alors Madame La Marquise ? Et bien, Direct Energie, a dû écrire pour demander en dernière minute de retirer son dossier qui aurait dû être examiné le 4 septembre dernier par les services du ministère de l'Ecologie. Et ce n'est pas la réglementation qui évolue comme cela est présenté dans les journaux par les promoteurs de cette centrale. Mais c'est bien parce que, mois après mois, nous posons les bonnes questions.

Mais tout cela n'est pas grave Madame la Marquise il faut que l'on vous dise, on déplore un tout petit rien, des citoyens se mobilisent....

GASPARE* répond à GESPER**

GESPER : (Le Télégramme du 14-09-2013), le projet demeure « vital pour l'investissement en Bretagne »

GASPARE : investir, soit, mais pas n'importe comment et pas pour n'importe quoi. À l'image de General Motors qui a fait faillite en 2009 (Alternatives économiques juillet 2009), les centrales à gaz qui ferment en Europe montrent qu'il est aberrant de foncer dans le mur. Même en klaxonnant... La Bretagne a une chance de ré-industrialisation dans les énergies renouvelables et de relance de l'emploi dans la rénovation thermique des bâtiments.

GESPER : « La centrale au gaz servira bien plus de deux ans »

GASPARE : l'interconnexion électrique à haute tension entre la France, l'Irlande et l'Angleterre, sera opérationnelle avant que la centrale ne fonctionne. Dès lors la Bretagne ne sera plus une « péninsule électrique », mais au cœur de la distribution d'électricité pour le nord-ouest de la France et de l'Europe. Si une région en France devait être le plus à l'abri d'un black-out électrique, ce serait bien la Bretagne.

(<http://lenergeek.com/2013/06/04/vers-une-interconnexion-electrique-entre-lirlande-et-la-france/>)

GESPER : à propos des turbines à combustion (TAC) de Brennilis et Dirinon, « d'ici peu, certaines pièces de rechange n'existeront plus »

GASPARE se demande de quelles pièces précisément il s'agit, et rappelle que la région Île-de-France installe de nouvelles TACs. Les pièces de rechange continueront à être produites. Cela dépend simplement de la loi de l'offre et de la demande.

(<https://www.lenergieenquestions.fr/rte-augmente-ses-investissements-en-region-parisienne-de-40/>)

GESPER : les aides publiques s'élèvent à 40 M€. Mais si on devait faire appel à de l'éolien ou à du photovoltaïque pour fournir l'équivalent d'une centrale au gaz, cela coûterait 144 M€ ».

GASPARE précise qu'il s'agit de 40 millions d'euros par an, soit 800 millions d'euros pour la première tranche de 20 ans et 1.6 milliard d'euros si les 20 ans sont reconduits. Les chiffres sont vérifiables dans l'appel d'offres. Mais d'où viennent ces soi-disant 144 millions d'euros pour l'éolien ou le photovoltaïque ? Par an ? Pour 10, 20 ans ? Quel mode de calcul ? Quand on donne des chiffres, on cite ses sources.

Pour conclure, rappelons que Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez, demande « à freiner le développement des énergies renouvelables car s'ajoutant aux SURCAPACITÉS EXISTANTES ». C'est l'aveu même qu'il y déjà trop de centrales à gaz et qu'en rajouter une serait du SURGASPILLAGE.

(<http://www.libération.fr/economie/2013/09/11/il-faut-sauver-les-centrales-a-gaz-europeennes-plaide-gdf-suez-931026>)

Alors, n'investissons pas comme ces industries qui sont dans l'impasse et arrêtons de subventionner des secteurs industriels obsolètes.

* GASPARE : Garantir l'avenir solidaire par une autonomie régionale énergétique

** GESPER : Groupe d'études et de soutien en faveur de la production des énergies régionales.